

Europe

Ca va mal !

Dans tous les pays d'Europe, les forces eurosceptiques et pré-fascistes progressent. Parfois même, comme en Autriche et en Italie, elles accèdent au pouvoir. L'Europe va mal !

Au-delà de l'Europe, le problème est mondial, et Donald Trump en est l'incarnation, entraînant dans son sillage populiste le plus grand Etat d'Amérique du Sud, le Brésil, 206 millions d'habitants, avec son nouveau Président, Jair Bolsonaro, surnommé le « Trump des tropiques ». Sauf que la société brésilienne n'a pas la même capacité de résistance que la société américaine dont les standards démocratiques sont solidement ancrés. Au Brésil le retour d'une dictature est à craindre sérieusement.

Mais l'Europe n'a rien à envier à l'Amérique, et ici aussi, ça va plutôt mal. Il y a d'abord le Brexit qui impose à l'Europe une déchirure dont l'Irlande et l'Ecosse sont les otages. Il y a la Catalogne où de très estimables leaders démocratiques croupissent dans les prisons post-franquistes espagnoles sans susciter de réactions indignées. Il y a l'Italie, où la surenchère démagogique de dirigeants élus au nom du « dégagisme » menace de déstabiliser les équilibres économiques de tout le continent. Il y a l'Europe de l'Est où des démocraties incomplètes bafouent le modèle européen. Et il y a la montée généralisée de mouvements d'extrême droite, boostés par la peur des phénomènes migratoires. Plus aucun des pays de l'Union Européenne n'y échappe.

Le Brexit aura au moins une vertu démonstrative : défaire la construction européenne n'est pas aussi facile que ce que les démagogues avaient proclamé lors de la campagne électorale qui a conduit à la victoire du « leave ». Mais la déchirure est là, qui affaiblit l'Europe, et l'Irlande en est l'otage qui voit mettre en péril l'acquis des accords historiques de 1998 par lesquels la paix est revenue en Irlande du Nord, tandis que l'Ecosse subit la décision britannique malgré le vote contraire de 62% des Ecossois.

En Europe de l'Est, l'esprit européen n'a pas vraiment franchi l'ancien rideau de fer. Le refus obstiné opposé par la plupart des gouvernements des pays de l'ancien Komintern – le « marché commun » de l'ex-Union soviétique - d'adopter les standards européens, contrairement aux engagements pris quand les traités d'adhésion ont été signés, ne peut qu'inquiéter pour l'avenir. L'espace européen est avant tout une « maison commune » : comment cohabiter durablement sans converger sur les fondements même de l'esprit européen ?

L'extrême droite européenne, qu'elle soit enkystée à un haut niveau comme en France, moins puissante mais en pleine progression comme en Allemagne, aux portes du pouvoir, ou même déjà victorieuse comme en Italie ou en Autriche, dévoie le débat politique. A chaque scrutin les signaux d'alarme s'amplifient, et l'avenir d'une Europe gangrénée par des forces politiques anti-européennes et pré-fascistes de plus en plus puissantes est désormais posé. Retour du franquisme, permanence de structures d'Etat héritées de l'ancienne Union Soviétique, refus maintes fois confirmé par les Etats-membres d'évoluer face aux crises : tout cela bloque l'émergence de véritables solutions européennes. Aussi, l'avenir s'obscurcit pour l'Europe, dans un monde lui aussi sujet d'inquiétudes majeures.

La gouvernance européenne doit être critiquée car son bilan politique est très médiocre. Certes, la situation économique est plutôt meilleure qu'il y a cinq ans, quand la crise des subprimes était à son apogée, et les flux de migrants se sont considérablement ralentis en Méditerranée depuis deux ans. Les technocrates européens imaginent sans doute que cela suffira pour calmer les opinions publiques. En fait elles mésestiment l'ampleur des fossés qui se sont creusés. Il faudra bien plus qu'une autosatisfaction bien-pensante pour les résorber. Or la Commission

Européenne est loin d'en prendre le chemin, alors que nous sommes à la veille d'élections européennes dont chacun prévoit qu'elles pourraient renforcer encore les forces eurosceptiques et pré-fascistes.

Franchement ça va mal et il y a de quoi s'inquiéter !

François Alfonsi, President of EFA